

Le vrai bilan du quinquennat

Du pouvoir d'achat pour les plus riches, la santé malmenée, l'école abandonnée... Alors qu'Emmanuel Macron refuse de tirer un bilan de son quinquennat, les socialistes ont décidé de lui rafraîchir la mémoire et de prendre les électorales et les électeurs à témoins en leur posant la question : pensez-vous vraiment qu'un Président qui a un tel bilan peut honnêtement promettre de faire demain ce qu'il n'a pas su faire hier ? Voulez-vous vraiment en reprendre pour cinq ans ?

Le pouvoir d'achat a augmenté. Pour les plus riches qui ont profité des cadeaux fiscaux, dès les premiers jours du quinquennat, c'est indéniable. La suppression de l'impôt sur la fortune et la baisse de la fiscalité du capital ont, par définition, profité aux plus aisés. En cinq ans, les 1% les plus riches ont, en moyenne, gagné plus de 17 500 euros. En moyenne, les 5% les plus pauvres ont perdu 200 euros !

En 2021, les entreprises du CAC 40 ont rendu à leurs actionnaires 69,4 milliards d'euros, soit une hausse de 15% par rapport à 2019 ! Dans le même temps, la CSG a augmenté de 20%.

Il valait vraiment mieux vivre dans un hôtel particulier que dans un HLM sous la présidence Macron. Entre 2017 et 2019, la production de logements a baissé de 20% contrairement à la relance promise. La baisse des APL de 5 euros s'est traduite par une économie de 10 milliards sur le dos des locataires.

Pendant ce quinquennat, la santé a été particulièrement malmenée. Dès 2017, le gouvernement est revenu sur la généralisation du tiers payant et depuis le 1^{er} janvier 2022, le passage aux urgences est facturé 20 euros. Sur



On comprend pourquoi il ne veut pas débattre

l'ensemble du quinquennat, plus de 13 000 lits d'hôpitaux ont été fermés.

Pour les personnes en situation de handicap, ce quinquennat restera comme celui des refus : refus de la déconjugalisation de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et refus d'améliorer les conditions de travail et les salaires des AESH (Accompagnant·e·s des Élèves en Situation de Handicap) qui ne gagnent que 760 euros net par mois.

Mais leur situation est à l'image de celle de tous les personnels de l'Éducation nationale qui ont particulièrement souffert sous le ministère de Jean-Michel Blanquer. 10 000 postes ont été supprimés en cinq ans. La réforme du bac s'est traduite par une baisse vertigineuse du nombre de lycéen.ne.s dans les matières scientifiques au point que l'une des promesses du candidat Macron, consiste à remettre les maths dans le tronc commun. Et surtout, l'orientation des jeunes est déterminée par les algorithmes de *Parcoursup*, qu'Anne Hidalgo s'est engagée à supprimer.

Avec l'accord de Paris, la France était en pointe dans la lutte contre le réchauffement climatique. Aujourd'hui, elle est le seul pays à ne pas avoir respecté ses engagements.

Ce quinquennat aura donc été, sauf pour les plus aisés, un quinquennat pour rien.



Abstention ???

Comment un électeur ou une électrice de Gauche pourrait s'abstenir au premier tour de la Présidentielle ?

L'Extrême-droite menace à nouveau d'être présente au second tour. Emmanuel Macron annonce tout à la fois vouloir faire passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans, faire travailler les allocataires du RSA et augmenter les droits d'inscriptions à l'Université.

Et certains annoncent tout de même qu'ils vont s'abstenir ?

Le vote du 10 avril engagera l'orientation du pays pour les cinq ans qui viennent. Mais il déterminera aussi la recomposition de la Gauche. Et des électeurs de Gauche laisseraient les clés du camion aux Insoumis ? À une Gauche des cris et de la fureur ? Une Gauche de l'invective permanente et de la protestation systématique ? Non ! Pour un vote aussi important que celui du 10 avril, quand on est de Gauche, on ne s'abstient pas, on vote Hidalgo !

PS29

Pour un acte 3 de la décentralisation

Dans sa lettre aux Français, Emmanuel Macron n'a même pas utilisé le terme décentralisation alors que cette question revêt une importance particulière au moment où notre pays est confronté à une triple crise, sociale, environnementale et démocratique. Anne Hidalgo, en revanche, en a fait un axe fort de son projet.



« Il faut de la lisibilité démocratique »

C'est ce qu'a expliqué son représentant, Nicolas Mayer-Rossignol, lors des auditions organisées par France urbaine et Intercommunalités de France, le 22 mars.

« Dès le départ, Anne Hidalgo a fait le choix de porter un projet, entourée d'une équipe de France des maires et des élus locaux », a tenu à rappeler le maire de Rouen. « Au-delà de la formule, cela révèle une vision et une conception de notre pays : la France, ce n'est pas l'Olympe. »

La France, c'est d'abord ses territoires. On l'a vu tout au long de ce quinquennat, en particulier quand il s'est agi de lutter contre la crise sanitaire, les collectivités

étaient en première ligne. D'une manière plus générale, il faut tout de même avoir à l'esprit que 75% de la dépense publique en investissement est portée par les collectivités territoriales.

« La France, ce n'est pas l'Olympe. »

Or, il faut bien reconnaître que ces cinq dernières années n'ont pas été particulièrement marquées par plus de liberté, plus de confiance, plus de proximité, plus de subsidiarité, plus de responsabilité, pour les collectivités en général et les intercommunalités en particulier. Et, sans être complètement nulle, la loi 3DS ne porte pas les attentes des élu.e.s locaux.

« Nous voulons un nouvel âge des libertés locales », a insisté le porte-parole d'Anne Hidalgo.

« D'abord, tout simplement, nous voulons mettre ce sujet en haut de la pile. Et en faire une priorité. Ensuite, il faut des actes. Il faut une autonomie fiscale pour des raisons à la fois financières, d'efficacité et d'efficience, car personne, et parfois les élus eux-mêmes, n'y comprend plus rien dans la fiscalité locale. Il faut tout simplement une lisibilité démocratique pour permettre, à la fois, aux collectivités territoriales d'agir quand elle le souhaitent, d'expérimenter et de pouvoir dire à nos concitoyens voilà ou va votre argent. Et ça n'est pas le cas aujourd'hui. »

Il faut aussi modifier des dispositifs

de contrôle de légalité qui confinent à l'infantilisation.

Il faut donc, à travers une nouvelle loi de décentralisation préparée en concertation avec les élu.e.s, instaurer un nouveau principe d'autonomie fiscale restaurer la confiance.

Et puis, enfin, il faut tout simplement tenir compte des objectifs et des enjeux de ce siècle qui sont d'ordre global mais qui s'incarnent dans la spécificité des territoires car aucun n'est semblable aux autres.



L'équipe de France des maires

« Nous voulons revenir à l'esprit Defferre pour faire référence aux lois principales de la décentralisation », a résumé Nicolas Mayer-Rossignol. « Pour ce faire nous avons besoin de travailler sur la méthode parce que la forme rejoint le fond : si on veut un vrai acte de décentralisation ça veut dire qu'il est nécessaire de la préparer avec les collectivités. Donc il faut travailler ensemble et pas dans une logique jupitérienne, verticale, de domination mais d'abord dans une logique de partenariat sur la durée. »

L'UESR du Finistère recrute



Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix, a été élu président de l'UESR, (Union des Élu.e.s socialistes et républicains) à l'occasion du conseil d'administration qui s'est tenu le 24 février à Pont-de-Buis. Il succède ainsi à François Cuillandre qui n'avait pas souhaité se représenter. Le nouveau bureau* s'est réuni à Brest, le 23 mars. Il a décidé de lancer une procédure de recrutement d'un ou d'une permanent.e. « Il ou elle aura pour mission d'organiser la vie de l'association en informant et en conseillant les élu.e.s, dans les communes où nous sommes majoritaires, comme dans celles où nous siégeons dans l'opposition », résume Jean-Paul Vermot.

« Le réseau que constitue l'UESR dans le Finistère est un élément précieux pour la Gauche. Il permet à des élu.e.s de toutes les collectivités de se retrouver, de débattre et d'échanger les bonnes pratiques », insiste le nouveau président qui annonce que le bureau travaille déjà pour préparer un événement départemental à la rentrée de septembre.

Renseignements sur contact@uesr29.fr

* Le bureau est composé de Florence Crom (Douarnenez) et Michelle Quéroué-Mary (Brest), vice-présidentes, de Karelle Hermenier (Brest) et François-Marie Cailleau (Daoulas), secrétaire et secrétaire adjoint, de Laurent Péron (Le Relecq-Kerhuon) et Robert Jestin (Brest), trésorier et trésorier adjoint, et de Arnaud Platel (Plomelin), Clarisse Réalé (Châteaulin) et Tristan Foveau (Brest).

Le traître et le néant : à lire avant de voter

Ça devient une habitude, tous les cinq ans, Gérard Davet et Fabrice Lhomme publient un livre bilan du quinquennat qui s'achève. *Le traître et le néant* s'est imposé comme titre pour celui qu'ils consacrent au quinquennat d'Emmanuel Macron dans lequel ils reviennent, en même temps, sur l'origine du macronisme et la trahison méthodique originelle, et sur l'exercice du pouvoir et les multiples couacs qui ont émaillés ces derniers mois.

Le bilan que dressent les deux journalistes est sans appel : « **Macron ? Le macronisme ?** Finalement, c'est encore le phare intellectuel du chef de l'État, le philosophe Paul Ricœur qui en parlait le mieux lorsqu'il écrivait ceci, prophétisant, sans le savoir, l'avènement de son disciple : "Le temps n'a pas d'être, puisque le

futur n'est pas encore, que le passé n'est plus et que le présent ne demeure pas". »

Plus loin les auteurs s'appuient sur le site luipresident.fr tenu par l'école supérieure de journalisme de Lille et parrainé par *Le Monde*. À l'été 2021, sur 401 promesses de Macron, 68 avaient été tenues. « **Évidemment, là encore, on objectera que la pandémie a**

entravé l'action présidentielle. Certes, Mais tout de même, pour un candidat qui promettait la "révolution" dans son livre-programme, on est loin du compte ; très loin même. »

Et la conclusion est sans appel : « **Le macronisme - ou son créateur, c'est la même chose - est l'autre nom de l'opportunisme, il n'existe pas en tant qu'objet politique. Au moins, cette longue enquête, dont nous ressortons à la fois étourdis et édiés, n'aura pas été inutile. Elle nous aura permis de mieux comprendre la séquence politique totalement inédite qui s'est déroulée, en France, ces cinq dernières années. Un chef de l'État, si brillant soit-il, à la fois transformiste et illusionniste, si peu préparé, si mal entouré aussi, ne pouvait pas jouer les hommes providentiels impunément.** »

En savoir plus : *Le traître et le néant* (éditions Fayard).



Le macronisme : l'autre nom de l'opportunisme

Des actes inacceptables

Dans la nuit du 26 au 27 mars, des dégradations ont été commises sur les vitres et les portes du local des socialistes de Douarnenez.

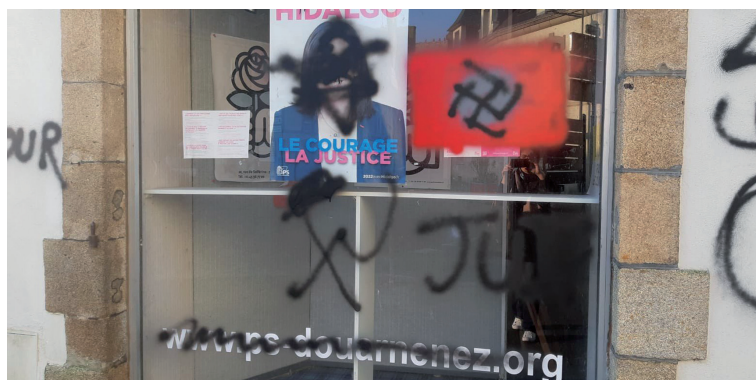
Dans un communiqué, la Fédération du Finistère du Parti Socialiste a condamné « **ces actes avec la plus grande fermeté : jamais, nous n'accepterons de banaliser l'inscription de croix gammées, où que ce soit.**

Cet acte de vandalisme n'est évidemment pas revendiqué. Les lâches préfèrent agir dans le noir. Ces dégradations ne remettent pas en cause la détermination des socialistes à porter, au grand jour, le projet présidentiel d'Anne Hidalgo.

Les socialistes de Douarnenez et la Fédération du Finistère du PS ont porté plainte contre ces actes inacceptables et souhaitent que leurs auteurs soient identifiés et condamnés. »

Tout au long de la journée du 27 mars, les témoignages d'indignation se sont multipliés. Le préfet du Finistère, Philippe Mahé, a également « **condamné avec la plus grande fermeté ces actes antisémites odieux** ». Dans un communiqué il a indiqué « **avoir ordonné aux forces de gendarmerie de tout mettre en œuvre pour retrouver les auteurs de ces faits et les déférer devant la justice, afin qu'ils puissent répondre de leurs actes.**

L'antisémitisme et toutes les autres



Le signe d'une crispation démocratique profonde

formes de haine n'ont pas leur place dans notre République ».

« **Je ne suis pas sûr qu'il y ait une clarté idéologique totale chez les auteurs de cet acte** », a indiqué Tristan Foveau à *Libération*. « **Mais c'est quand même le signe d'une crispation démocratique profonde.** »

Ces dégradations ont été commises quelques heures avant qu'à Paris, une partie des spectateurs assistant au meeting d'Éric Zemmour scandent, sans la moindre réaction de la part du polémiste « **Macron Assassin** ».

Une campagne électorale doit être un moment de débat démocratique, de confrontation de projets, certainement pas une période de défoulement des haines. À celles et ceux qui cherchent à repousser les limites, l'ensemble des démocrates doit veiller à maintenir les digues qui protègent le cadre du débat républicain.

Agenda

6 avril



18h30 : Réunion publique d'Olivier Faure, salle socio-culturelle de Ploujean à Morlaix.

10 avril

Premier tour de la Présidentielle.

24 avril

Second tour de la Présidentielle.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1388 - Vendredi 1^{er} avril 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros

Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Du bruit dans Landerneau

Elle a fait du bruit dans Landerneau ! En publiant leur lettre ouverte à Jean-Yves Le Drian, Marylise Lebranchu, Charles Josselin, Claudy Lebreton, Loïc Cauret et Edmond Hervé ont exprimé ce que des milliers de socialistes, en Bretagne principalement, mais aussi au-delà, ressentent. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les réactions sur les réseaux sociaux.

Les signataires de ce texte ont milité avec Jean-Yves Le Drian. Ils ont partagé ses combats. Parfois ses défaites. Mais ils ont aussi contribué à ses victoires, comme celle des Régionales de 2004, qui a permis à l'ancien maire de Lorient de devenir président du Conseil régional.

C'est pour cette raison qu'ils sont particulièrement bien placés pour lui dire « Jean-Yves, tu as changé ».

Jean-Yves Le Drian n'est ni le premier, ni probablement le dernier, à abandonner sa famille politique. Mais, il est l'un des rares à ne pas l'admettre au point de continuer à s'adresser aux électrices et aux électeurs de Gauche et de leur demander de voter pour Emmanuel Macron, alors que toutes les propositions du président sortant vont à l'encontre des combats de la Gauche.

« Cher Jean-Yves,

Nos chemins se sont séparés il y a cinq ans lorsque tu as choisi de quitter le Parti Socialiste et de suivre Emmanuel Macron. Dont acte.

Tu nous expliques, aujourd'hui, que tu es resté de Gauche. Sur France Inter, le 13 mars, tu as même déclaré, que pour toi, "le vote utile à Gauche c'est Macron". Malgré la politique injuste d'indemnisation des demandeurs d'emploi, malgré l'absence d'ambition en matière écologique, malgré la désastreuse politique du logement, malgré l'injustice fiscale...

Tu l'as toi-même rappelé dans cette interview, tu as été adhérent du Parti Socialiste pendant 45 ans. Tu as donc vécu le 10 mai 1981. Tu as vu la fierté des électrices et des électeurs qui ont voté François Mitterrand. Par leur vote, ils avaient permis la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, la décentralisation, l'abolition de la peine de mort, les lois Auroux... Avec Lionel Jospin, nous avons fait les 35 heures, les emplois-jeunes, la parité, l'APA...



Le vote pour François Hollande s'est traduit par la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le compte pénibilité, le mariage pour tous, l'accord de Paris sur le climat...

Autant de réformes sociales et politiques dont la Gauche peut être fière.

Mais cette fois, de quoi pourraient être fiers les électeurs de Gauche qui voteraient au premier tour pour Emmanuel Macron ? De permettre de repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans ? De supprimer la redevance et ainsi affaiblir le service public de l'audiovisuel ? D'augmenter les droits d'inscription à l'université parce qu'on "ne peut pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants" ? De casser le service public de l'Éducation nationale en transformant les proviseurs en des chefs d'entreprises ? D'imposer des heures de travail aux allocataires des minima sociaux ? C'est donc ça, pour toi, la Gauche ?

Les vraies mesures de Gauche, qui intègrent à la fois, le social et l'écologie, avec l'augmentation du SMIC de 15% suivie d'une conférence salariale, le développement des énergies renouvelables, la priorité redonnée à l'Éducation nationale, c'est Anne Hidalgo qui les porte.

Nous ne te demandons pas de reprendre ta carte au Parti Socialiste, mais simplement d'admettre que le gouvernement auquel tu appartiens et le candidat que tu soutiens, mènent une politique libérale classique, favorable aux plus forts et profondément inégalitaire. Tu as changé, Jean-Yves. Accepte-le au lieu de tricher et de chercher des justifications.

Aujourd'hui, tu te retrouves dans le même camp que plusieurs anciens ministres de Nicolas Sarkozy. Peut-être même serez-vous côte à côte pour le prochain meeting de votre candidat. Alors, Jean-Yves épargne-nous les autojustifications habituelles de ceux qui ont quitté les combats de la Gauche ! »